

POLITIQUES DE LECTURE LE SENS DE LA VIE, C'EST PRODUIRE

Yvonne CHENOUF

En septembre 2012, Manuelle Damamme nous quittait brutalement. Elle a tant apporté à notre réflexion que nous nous devons d'évoquer son action et montrer, à travers deux exemples, en quoi elle continue de nourrir nos projets, de la politique de lecture de Margny-lès-Compiègne qui fête ses 20 ans à la naissance d'une BCD ouverte sur un village de 500 habitants (Miradoux, Gers). Cette pensée qui lie le culturel et l'économique, l'échelon régional et national, participe de la redéfinition des missions de l'École.

DANS ROUEN ET SES BANLIEUES

Même si les idées n'appartiennent à personne en particulier, même si les individus qui les expriment bénéficient toujours de « l'air du temps », Manuelle Damamme, responsable de la Lecture à la Ligue de l'Enseignement (où elle a créé la revue *Trousse-Livres*), puis chargée de mission au Rectorat de Rouen, enfin coordonnatrice de ZEP à Saint-Étienne du Rouvray, membre dès les premières heures de l'AFL, a su tirer parti de ses expériences pour établir des passerelles entre le terrain et les institutions. C'est elle qui a nommé *Classes Lecture* ce que, confusément, les équipes de l'AFL cherchaient : « *Le fait de travailler à partir d'un outil (la BCD) levait plein de questions sur d'autres pratiques liées à la lecture et à l'écriture. C'est là qu'est née la proposition de créer une sorte de lieu d'application, de théorisation, de mise en réseau des outils existant de manière éclatée.* »¹. Nous étions en 1988 et le dispositif *classes de découverte* s'adaptait parfaitement à l'accueil d'équipes hétérogènes (enseignants, bibliothécaires, animateurs, parents, élus...) venues de toute la France pour faire vivre une politique de lecture dans le canton de Bessèges (Gard)² et la réimplanter, de façon originale, dans leur localité. Deux ou trois classes (collège, Segpa, cycle 3) accompagnaient ces adultes qui, pendant trois semaines, se formaient à la lecture, l'écriture, les projets d'action sur le milieu, l'informatique (entraînement, production)³ : « *Le sens de la vie, écrivait Manuelle Damamme, ce n'est pas d'apprendre à lire, écrire, compter, c'est de produire pour une société. À quoi sert une Classe*

¹. « Un programme régional de Classes Lecture », Yvonne Chenouf, *Les Actes de Lecture* n°59, septembre 1997 ². Le prototype des Classes Lecture avait précédemment été expérimenté à Asnelles (Calvados) ³. *Théo-Prat'* n°5 sur les Classes Lecture « Lire, écrire, c'est la classe », coordonné par Manuelle Damamme, 1998, p.12

Lecture : à améliorer le fonctionnement institutionnel ou à inventer une manière de traiter des questions non encore prises en charge par les institutions ? »⁴. De là est né le concept de *Ville Lecture*⁵, espace de décisions, de réalisations, de mises en système et d'analyses au sein d'une collectivité.

Enracinement dans l'éducation populaire.

Les politiques que Manuelle Damamme défendait s'attachaient aux principes de l'éducation populaire ainsi définie par Paolo Freire : « *Nous avons besoin d'une école où enseignent, étudient, apprennent des personnes en chair et en os, où est valorisé un savoir acquis de façon existentielle. Loin d'un intellectualisme vide et abstrait, nous souhaitons au contraire qu'il puisse être expérimenté et pensé en relation avec la réalité vécue par des gens qui naissent, grandissent et se nourrissent dans cette même réalité. (...) Personne ne sait tout, ni personne n'ignore tout, personne n'éduque personne, personne n'éduque seul, les hommes s'éduquent entre eux par la médiation du monde.* »⁶. Le premier article de Manuelle Damamme, dans *Les Actes de Lecture* (n°3, septembre 1983) avait pour objectif de « *rappeler un certain nombre de termes, qui, quelquefois déclenchent des sourires, quelquefois sont définitivement condamnés, mais qui existent encore de façon souterraine et peuvent être réadaptés, modifiés ou repris avec d'autres objectifs.* ». Voilà résumées ces techniques oubliées ou détournées de leur sens politique, issues, pour la plupart, de la notion de Temps Libre (1936) :

- **livre vivant** : une communauté met en scène un roman, souvent populiste, d'orientation politique
- **faire vivre un livre à l'école** : développements actifs jusqu'à l'ouverture sur le milieu socioculturel
- **roman à l'école** : lié à des pratiques scolaires qui retrouvent un souffle en se liant avec l'extérieur
- **veillée lecture** : un collectif (foyer de jeunes) s'approprie un outil pour présenter un livre, un thème

- **rencontre avec les auteurs** : popularisation d'œuvres en invitant l'écrivain à rencontrer son public
- **rencontre avec les éditeurs** : comment on construit un livre, du premier mot jusqu'à l'édition
- **débat public sur la littérature** : on invite des personnes pour débattre de genres, de courants
- **ateliers d'écriture** : souvent une mode même si la lecture n'existe pas sans écriture
- **heure du conte** : dans les bibliothèques américaines, les enfants racontaient des contes de leur pays
- **autres pratiques** : outils, matériel... médiateurs entre des militants et un public à informer. Depuis « le ballon dans le livre pour enfants » à des choses plus complexes.⁷

Distinguant l'action culturelle (soutien de la création) de l'animation socioculturelle (lien entre création et public) pour mieux les réunir, Manuelle Damamme avait un regard critique sur la simplification de ces manifestations dont elle rappelait les objectifs : interpellation des pouvoirs publics pour soutenir les actions citoyennes intégrant les champs conjoints de la culture et de l'économie, compréhension des rouages institutionnels et détournement, débats dans des projets cogérés par les utilisateurs d'un espace à améliorer. Lier l'économie et la culture était, pour elle, évident (« *Le livre et les écrits ne sont pas uniquement situés dans le*

4. *idem*, p.60 5. « Les Villes Lecture : la charte », Jean Foucambert, *Les Actes de Lecture* n°26, juin 1989 6. <http://www.univ-rouen.fr/civici/revue/n18.pdf>, « Pédagogie de la dignité chez Paolo Freire : l'éducation libératrice », in *Penser l'éducation* n°18, décembre 2005, Sergio Arzola Médina, p.20 et 26 7. Parmi les « choses » complexes Manuelle Damamme avait réalisé un montage sur « Les petite sœurs d'Alice », Syros, 1983

champ des dépenses. On peut créer des entreprises, des temps de formation professionnelle, réhabiliter des techniques (comme la reliure)... »), comme lui semblait regrettable l'incohérence politique : « Quand on propose un projet à la Direction du livre, on nous répond « Tiens, ça intéresserait la Communication », quand on va voir le Temps Libre « Non, ça, ça serait plutôt l'Éducation Nationale ». Beaucoup de ministères s'intéressent au livre. C'est à la fois satisfaisant et lourd pour les actions s'ils ne s'associent pas. Que la Direction du Livre renforce le secteur public de la lecture en implantant fortement les bibliothèques, c'est essentiel mais nous avons à élaborer ensemble des choses qui feront que le secteur public ne sera pas puissant pour rien. Il y a quand même un réseau de lecteurs autre que celui des 10% qui fréquentent les bibliothèques. Il faut qu'ils ne soient pas non plus défavorisés, en fin de compte. »⁸.

Collaborations multiples.

Alors que se développaient les bibliothèques municipales, que s'institutionnalisait les BCD, l'AFL lançait, dans *Les Actes de Lecture* (n°8 et 9, 1984/1985), une enquête sur l'état de la lecture aux divers échelons territoriaux (commune, département, région...). Responsable de la Mission d'Action Culturelle, Manuelle Damamme suivait les Projets d'Actions Éducatives (PAE) pour « *encourager l'ouverture des établissements et leur collaboration avec l'extérieur, ne pas couper l'enseignement des réalités de la vie, donner un rôle actif aux jeunes, aider le travail en équipe des enseignants, combattre les inégalités, faciliter le développement de la pédagogie de projet.* »⁹. Populaires dans les collèges et des lycées, ces dispositifs touchaient alors, nationalement, 2 millions

d'élèves, 100 000 enseignants et permettaient d'affronter l'urgence. Dans certaines banlieues rouennaises, il fallait remettre à niveau la moitié des collégiens de 6^{ème}, installer des CDI inexistant dans certains collèges, dans un environnement où sévissaient des résistances ordinaires : « *chômage, immigration, illettrisme, sous-qualification professionnelle, habitat dispersé dont les constructions s'étirent, se morcellent à l'infini, créant ce vide immense propre à tout paysage sans identité architecturale, sans traces de pratiques communautaires, sans repérage des espaces culturels. L'anonymat d'ici que de grands axes routiers dépersonnalisés relie à l'anonymat d'à côté. Pas de bonne librairie : quelle clientèle pourrait leur assurer une survie ? La lecture, non maîtrisée, les laisserait invisibles, inabordable. Bibliothèques difficiles d'accès : comment en serait-il autrement dans un décor où tout fuit le regroupement ? C'est dans ces conditions que municipalités, établissements scolaires, équipements culturels ou associations cherchent, dans l'alliance, à mieux répartir la lecture entre des individus, qui, privés d'un tel outil d'information et de communication, sont gênés dans leur développement personnel et professionnel.* ».

Il faut relire ces articles pour constater la persistance de problèmes qui n'ont jamais été traités globalement. Il faut entendre les acteurs s'interroger sur le mur dressé entre lecteurs et non lecteurs, entre intégrés et exclus pour réaliser l'actualité de leurs propos. Il faut écouter ces enseignants, de collège, de lycée, découvrant, à l'occasion de leur nomination dans des classes « spéciales », l'urgence de l'action commune : « *Nous attirons l'attention des élèves sur l'importance de la lecture silencieuse, sur la nécessité d'élargir le champ visuel, les déplacements des yeux, les activités mises en place quand on lit. Ils le comprennent très bien. Nous leur présentons la lecture comme un outil fonctionnel, aussi bien dans la découverte d'un roman que dans celle d'un guide touristique. Mais nous souhaiterions ne pas être les seuls à diffuser cette information nécessaire à toutes les matières.* ». L'action militante était faible contre un système apte à la digérer et tout le monde sentait la nécessité

⁸. « Les formes d'animation autour du livre », Manuelle Damamme, *Les Actes de Lecture* n°3, septembre 1983 ⁹. Dossier « Une politique de lecture dans une Académie », Manuelle Damamme, *Les Actes de Lecture* n°9, mars 1985 (même référence pour les citations suivantes jusqu'à nouvelle précision)

d'une formation commune, rompant la fragmentation des savoirs et des lieux : « *Lorsque c'est l'Institution qui invite, elle reçoit des visiteurs qui lui appartiennent. Lorsque ce sont des parents, une association, les participants viennent d'horizons différents.* ». Manuelle Damamme s'est appliquée à décentrer les rencontres pour renforcer et renouveler la dynamique sociale, la sortir de ses ghettos : « *Est-il difficile de partager un savoir avec des non professionnels ? Les expositions, animations ne quittent guère l'élégance et la renommée de la littérature. Bien sûr, on s'ouvre à la BD. Mais il suffit de regarder les réactions de la presse, lors de la visite du Président de la République aux journées consacrées à ce genre réputé mineur. Son officielle présence avait-elle d'autre but que de lui attribuer ses lettres de noblesse ? Être lecteur, c'est pouvoir lire ce dont on a besoin, pas ce qu'il convient. C'est être informé de tous les écrits, savoir où les trouver, pouvoir alimenter son questionnement, comparer...* ».

Les articles de Manuelle grouillent de ces voix ordinaires qu'elle écoutait avec bienveillance sans manquer de les « reprofessionnaliser », luttant contre la complaisance : « *Dans ce collège aux allures familiales, à la récréation, le CDI est un lieu de rencontre pour les professeurs et les élèves. L'ambiance est chaleureuse dans cet espace en construction où on peut simultanément voir une exposition d'animaux empaillés, voter pour les trois meilleurs projets d'aménagement de la cour exposés, utiliser des instruments de percussions, écouter des enregistrements de musique africaine, sans panique ni crise d'autorité ; c'est que les individus se sentent reconnus, intégrés dans un système qui ne les noie pas. Mais leur permet-il autre chose que de consommer en toute sympathie ?* ». Éthique soignée ne dissociant pas l'imagination des prises de conscience.

Transparence des actions.

Les PAE confiaient, à travers la gestion des projets, la responsabilité du présent et de l'avenir à des élèves qui goûtaient là au sens d'apprendre ensemble. Invités à conjuguer leurs efforts, à ouvrir leurs établissements,

à pratiquer l'interdisciplinarité, à agir sur le milieu, les adultes avaient plus de mal, vivant mal les dérèglements ordinaires inhérents aux changements : « *Les parents dont nous avons besoin ne sont pas libres, ceux qui le sont ne disposent pas du bagage socioculturel indispensable à ce genre d'activités...* » / « *Le professeur de lycée n'est pas ressenti d'une façon positive par les enseignants de l'école qui assimilent la fonction à une hiérarchie institutionnelle.* »... Chaque avancée ouvre un inconnu sidérant : « *Quand on installe une BCD, on démarre vite. Et puis, ça s'arrête. C'est comme si on venait d'atteindre un palier, comme si, inconsciemment, on se rendait compte du risque d'être entraîné vers quelque chose non souhaité.* ». Pour soutenir les transformations, Manuelle Damamme crée un groupe local de l'AFL, professionnalise des adhérents et s'offre ainsi, en tant que représentante institutionnelle, le partenaire « idéal » capable d'associer recherche et formation, d'inciter les gens à penser leurs solutions.

C'est au collège que ce groupe local a principalement œuvré, liant la conquête de l'écrit à la nécessité de théoriser l'événement, l'émotion, l'expression. En 1986, alors que les demandes de PAE doublent et que se resserrent les exigences institutionnelles (objectifs, analyses, évaluations), les élèves les plus faibles trouvent, dans ce dispositif, de l'intérêt pour les savoirs. Ils s'engagent : « *Les projets se développent parce que les supports de communication sont mieux maîtrisés, que la responsabilisation des élèves devant leurs lectures est mieux comprise.* ». Soutenant l'ouverture scolaire aux réalités professionnelles (conventions écoles/entreprises), l'usage des nouvelles technologies (production, entraînement...), la mise en réseau d'équipements, Manuelle Damamme galvanisait les troupes, veillait au partage des

ambitions (risque de confiscation des savoirs par les experts, médiatisation des productions artistiques plutôt que technologiques...), permettant aux collégiens « *militants du livre et de la lecture* »¹⁰ d'agir dans le monde culturel et économique avec « *des techniciens de la photographie, de la bande dessinée, de la chanson, du théâtre aidant à la maîtrise d'autres langages.* »¹¹. Le soutien consistait déjà à aider les individus à maîtriser les langages pour se représenter les situations et penser leur transformation.

Chaque production « *préparée, structurée, concise* » contient des présupposés dont les adolescents devaient avoir conscience pour progresser : « *Quels sont leurs thèmes préférés, les idées et les événements qui les émeuvent ou les perturbent, les styles qu'ils affectionnent ou qui les rebutent, les jeux d'identification auxquels ils se livrent ?* ». Élaborer des grilles d'analyse sur ce qui préside aux choix mettait à égalité d'ignorance jeunes et adultes : « *d'individu à individu, de lecteur à lecteur : il ne s'agissait pas d'apprendre aux élèves mais d'ouvrir un champ de recherches. Il s'ensuit la découverte, pour l'élève, qu'il peut apporter quelque chose de constructif et d'original aux autres, adultes compris, et ne peut plus, en retour, attendre tout d'autrui, ce qui est un grand pas vers l'autonomie.* »¹². Estimant « *qu'aucun écrit n'est en soi, parfait, mais prend du sens dans un projet* », rappelant son intérêt pour « *les présentations et sélections d'ouvrages faites par des groupes qui explicitent les pourquoi de leur recherche* », Manuelle a multiplié les canaux de réflexion et de communication comme, par exemple, cette radio locale, aboutissement « naturel » des projets scolaires.

DIFFUSEZ VOTRE PAE LECTURE À LA RADIO

Communiquez avec les autres établissements...

Vous conduisez dans le cadre d'un PAE, une action en faveur de la lecture. Celle-ci peut faire l'objet d'un témoignage en direction des établissements par le biais d'une émission :

« Le secret des mots », diffusée, chaque lundi sur FMR, 90.6, de 13h à 13h20.

En direct, après une préparation de 15 minutes, est exposé votre projet : enseignants, élèves, partenaires seront interrogés par Laurent Delabouglise, pour FMR, et Manuelle Damamme, pour l'Éducation nationale.

Centrées sur les établissements, leurs productions (écrits, théâtre, cinéma, arts plastiques...), leurs partenariats, les émissions analysaient les actions scolaires dans leurs croisements avec le politique, le technique et le médiatique, tout apprentissage étant considéré comme une avancée sociale. Le groupe local de Saint-Étienne du Rouvray prenait ses quartiers d'été au cœur de la cité, là où la vacuité était au zénith.

Action sociale.

Au départ, août 91, démarrage d'un projet simple, mais risqué, riche de possibilités. Il s'agissait de produire quotidiennement 5 exemplaires d'un journal mural (1,20 m/0,80 m) et de l'afficher dans des lieux institutionnels (Antenne DSQ, Bibliothèque Municipale, Centre socioculturel) et sur des panneaux électoraux, dans le quartier du Château Blanc, DSQ, Site Pilote d'Intégration, ZEP (lieu à sigles). Budget de 38 000 F pour 3 semaines, assuré à hauteur de 19 000 F par le FAS, le reste par l'AFL. Ce projet a reçu l'aide de la Confédération Syndicale des Familles (mise à disposition d'un animateur), de l'ASPIC, association de prévention et, de façon ponctuelle, du quotidien régional *Paris Normandie* (ouverture des colonnes aux jeunes). La municipalité a marqué son soutien par le prêt de panneaux d'affichage et la mise à disposition de locaux scolaires. Quatre animateurs AFL, dont deux techniciens (PAO, dessin) et un issu de la CSF

10. « Des collégiens formateurs dans la cité », Jean Foucambert, *Les Actes de Lecture* n°65, mars 1999 11. « Le collège comme lieu de création d'écrits », *Les Actes de Lecture* n°13, mars 1986 12. « Lecteurs modèles, modèles de lecteurs », Manuelle Damamme & Catherine Deshormières, *Les Actes de Lecture* n°17, mars 1987

assistaient le groupe de rédacteurs (tout habitant du quartier, sans critère d'âge, mais majoritairement, une soixantaine d'enfants entre 7 et 12 ans, avec une moyenne journalière de 25 et un noyau dur d'une quinzaine sur l'été – un adulte, sporadiquement). Ces enfants, volontaires, ni en centre de vacances, ni en centre de loisirs, étaient livrés à eux-mêmes, puisque nombre d'entre eux ne rentraient pas à leur domicile à midi alors qu'aucun repas n'était servi à l'école. La quasi totalité était en difficulté scolaire.

Au cœur des objectifs : produire des écrits à destination des habitants du quartier, découvrir, par le biais d'enquêtes, de reportages, son environnement immédiat (le plateau, le bas de la commune) et moins immédiat (la rive droite de Rouen située à 15 minutes mais peu fréquentée par cette population), écrire sur le quotidien, le passé, en prenant conscience de son message, en acceptant d'échanger avec les autres et de réfléchir aux moyens d'expression (écriture, illustrations, théâtre...). Toute journée commençait par la lecture et la discussion du numéro du jour, venaient ensuite l'élaboration du contenu du numéro suivant et la répartition des tâches dont l'affichage public. Le reste était consacré à l'écriture : *écriture personnelle*, dans le cadre d'un dialogue ménageant les intentions de l'auteur et les contraintes d'expression, *écriture collective* (jeux langagiers) souvent précédée d'un premier travail individuel.

Cette action, tenue à bout de bras par les militants, affrontait une foule d'obstacles : manque de moyens (BCD, ordinateurs...), de formation technique (traitement de texte, mise en page...) et rédactionnelle (contenu du journal...). Mais la volonté de l'équipe a su faire front aux tensions, établissant, chaque année, sans outil objectif d'évaluation, un bilan positif, à partir d'indices matériels (respect des affichages, sans graffiti ni arrachage) et humains (bienveillance des habitants, reconnaissance des professionnels de l'animation, de la culture et de l'éduca-

tion, intérêt pour le contenu, engagement des enfants dans une activité astreignante, avec un encadrement exigeant, de plus, dans des locaux scolaires, peu de problèmes de discipline alors que beaucoup de participants se faisaient remarquer dans leur école, évolution sensible chez les enfants les plus en difficultés avec, pour certains, un réel déblocage). Manuelle Damamme et Alain Lourdel, directeur d'école, membre de l'AFL, s'étonnaient toujours de ces réussites : « *Pourquoi cette jeune Marocaine, en France depuis deux mois, ne parlant pas le français, le comprenant très peu, choisit-elle pour ses vacances une activité où l'usage de la langue est fondamentale ? Pourquoi ces jeunes qui frôlent à peine les 4 000 mots/heure s'acharnent-ils sur ELMO en suppliant qu'on ne lise pas à leur place ? Pourquoi, celui-ci, issu de classe de perfectionnement, décrète-t-il à chaque séance qu'il ne sait pas lire et réclame le droit de « rentrer » les textes des autres ?* ». Lorsque, privé de financement, le journal ne sort pas pendant un mois, « *les acteurs fondent comme neige au soleil... Premier constat, première sanction la pensée, formulée à grand peine, ne s'élabore que si les jeunes ont la garantie de sa diffusion.* »¹³. Quand l'AFL reprend, un beau matin, le risque financier, la loi se vérifie : 17 participants le lundi, 38 le vendredi !

Si les maîtres d'œuvre étaient « du quartier », ils recevaient quelques intervenants du centre ville qui trouvaient là une réflexion *en actes* sur les phénomènes d'exclusion et des pistes pour une vie plus communautaire. Le journal, outil de formation citoyenne, exigeait du temps mais libérait de l'espace.

¹³. « L'écrit des murs », Manuelle Damamme & Alain Lourdel, *Les Actes de Lecture* n°38, juin 1992

Les institutions au front.

À la fin du bilan sur *L'écrit des murs*, on pouvait lire : « Notre équipe a beaucoup à faire pour répondre aux exigences de structuration de l'espace, du temps des groupes, d'autant plus que le nombre de participants s'accroît. Mais elle ne pourra agir seule sans reconnaissance accentuée dans la cité : à nous de maintenir le cap en montrant que notre public est plus que jamais présent et exigeant. ». Distinguant l'action institutionnelle, tournée vers l'administration, de l'action militante, qui ressource sur le sens des actions, Manuelle Damamme a œuvré pour nourrir, localement, les innovations nationales tout en les préservant des dérives. Ainsi, avec la principale du collège Robespierre de Saint-Étienne-du-Rouvray (Françoise Pasquis-Dumont) et l'inspecteur de l'éducation (Yannick Tenne, aujourd'hui conseiller technique du ministre Vincent Peillon), elle a créé un centre régional de Classes Lecture pour accompagner les réinvestissements après le retour du Centre National de formation (Bessèges). L'entretien de ces trois acteurs, solidaires malgré la différence de leur positionnement, les montre cependant en train de ferrailler aux frontières de leur mission respective cherchant, dans le projet commun, de quoi atteindre leurs objectifs ou les transformer. Bonne marche d'un établissement pour la principale, fonctionnement des classes, des cycles, pour l'inspecteur et du groupe social pour la coordonnatrice de ZEP : « Les classes lecture doivent être l'outil d'une politique de lecture pour l'école, pour le quartier, pour la commune. Comment y parvenir si les projets ne sont pas négociés également sur le fond ? »¹⁴. L'inspecteur, attaché au lien entre projets de ZEP et contrats de ville, s'appuie, avec confiance, sur sa législation : « Nous, en tant qu'Éducation Nationale, nous avons à appliquer des textes et, dans un projet politique précis, on peut

prendre des choses en charge sans être nécessairement inféodé à ce projet. », « Il y a une harmonisation à trouver entre les questions soulevées par cette innovation et une demande institutionnelle. Ce n'est pas contradictoire avec l'application des textes. L'instruction civique est un appel à la pédagogie coopérative. ». La principale, confrontée à une pluralité d'intervenants, est plus critique sur les cadrages institutionnels : « Pendant trois ans, on a eu un stage pour adultes dans l'optique de la lutte contre l'illettrisme qu'on ne réussit pas à faire labelliser.

Les instances nationales ne peuvent pas afficher des propos et ne pas reconnaître des initiatives dans l'institution.

Ça désespère autant le GRETA que le collège de ne pas obtenir la pérennisation de ce stage dans la mesure où c'est significatif, dans un quartier difficile, que des adultes viennent apprendre dans un collège. Ça revalorise la notion d'apprentissage scolaire.

Une politique est déclarée qui n'a pas atteint les rouages intermédiaires des lieux de décisions. ».

La coordonnatrice maintient, elle, les objectifs sociaux, libérateurs d'initiatives interactives : « Il faut qu'on réussisse à faire nos preuves avec des structures : la municipalité ne s'exprimera pas clairement tant que nous n'aurons pas montré que les classes lecture peuvent générer des situations, des productions intéressantes une population non scolaire. ».

Les différences, liées aux positions institutionnelles et/ou politiques, se retrouvent sur des points qui, traités communément, pourraient refonder le projet commun. La **formation**, d'abord : « Il faudrait faire une classe lecture pour les élus. On ne parle pas des mêmes choses. Nous, nous avons tout un ensemble d'actions derrière notre projet, eux, derrière le même mot, ils ont peur que ça les dépasse, qu'ils ne sachent pas maîtriser les finances mais aussi l'expression individuelle et collective. Le journal de la classe lecture de tel quartier en difficulté ça va être quoi ? Ils vont parler de quoi ces gens-là,

¹⁴. Cette citation et les suivantes sont extraites de « Un programme régional de Classes Lecture », Les Actes de Lecture n°59, déjà cité

ils vont se mettre à écrire quoi, sur quels sujets ? », dit la principale. « Nous-mêmes, ne sommes pas complètement mûrs par rapport à l'aspect théorique : programmer un temps de formation et de réflexion pour nous-mêmes, les acteurs-formateurs des classes lecture, devrait se faire en même temps que nous programmons les actions de formation », ajoute la coordonnatrice. Formation pour formaliser, négocier avec les partenaires, à partir d'objectifs différents, relancer les partenariats : « Ce serait bien de faire aujourd'hui une lettre au maire en disant : voilà depuis février 95, il y eu tant de classes lecture, il y en a tant en prévision, ce n'est pas simplement en tant que financement que se pose le problème mais dans l'interaction entre ces actions et la politique locale de lecture. », renchérit l'inspecteur. Si, pour lui, la classe lecture ne pose pas de nouvelles questions mais « les pose avec davantage d'acuité... », pour la principale, le dispositif doit mobiliser les forces au lieu de les canaliser : « La richesse des classes lecture c'est de dire aux gens : « Vous êtes riches de capacités d'initiatives » et, à travers ça, il y a possibilité de vous former en formant chez vous des attitudes. ». Ces questions, insolubles dans l'isolement, Manuelle savait qu'il fallait encore créer des structures pour les penser : « La classe lecture est intéressante parce que, avec le journal, on conserve mémoire, on construit un ensemble culturel avec possibilité de rediscussion, réentraînement : cela permet d'avoir une référence. Comment une ville pourrait-elle s'emparer de ce projet pour interroger, avec les institutions et les jeunes, les pratiques sociales ? C'est à cette question que le stage, pendant les Assises, va essayer de répondre. ». Les Assises Nationales des Villes Lecture avaient pour but de créer un espace de réflexion, autogéré, entre acteurs engagés dans des recherches d'éducation communautaire. L'exemple suivant, celui du groupe local de Compiègne, montre comment ces structures ont permis d'accompagner les volontés locales de penser ensemble des situations de proximité intéressant le corps social.¹⁵

À MARGNY, PRÈS DE COMPIÈGNE¹⁶

Naissance conjointe d'un groupe local et d'une ville lecture

Dans les années 80, Solange Dumay, conseillère pédagogique et élue municipale, crée un groupe local de l'AFL à Compiègne en commençant par s'entourer principalement d'enseignants et de bibliothécaires. Saisissant toutes les occasions institutionnelles (conférences pédagogiques, stages de formation, expositions d'éditeurs...), elle diffuse abondamment les résultats des recherches de l'AFL (axées alors sur le réseau des écoles expérimentales) et les outils conçus par les militants (livres, logiciels, montages diapo... informant sur la nature et les enjeux du rapport à l'écrit¹⁷). Ce groupe local suit de très près les travaux de l'association nationale, envoyant régulièrement des délégations (et des réalisations) aux stages, aux universités d'été tout en solidifiant ses contacts avec les mouvements nationaux proches (associations des enseignants d'école maternelle, des conseillers pédagogiques, autres mouvements pédagogiques, syndicats...). Démarre alors un travail militant obstiné, qui ne cesse de se poursuivre aujourd'hui, dans un réseau de partenaires fidélisé (instances municipales, associatives, syndicats mais aussi organismes territoriaux comme la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou le Fond d'Action Sociale...) car, ainsi que l'écrivait Solange Dumay : « *Qu'ils soient inscrits confortablement dans une politique de lecture d'une ville ou qu'ils soient en butte à de nombreux obstacles, voire même dans des politiques*

¹⁵. Nous aurions pu (nous le ferons) parler aussi de l'action municipale de Suzy Garnier (Nantes) et Annie Roche (Valence). ¹⁶. L'essentiel de ce montage existe sous forme de montage flash à demander au groupe local ¹⁷. Ce montage est toujours disponible sur le site de l'AFL (www.lecture.org)

municipales hostiles, les projets auront toujours besoin de partenaires (financiers, militants, forces vives...) et d'événements qui amèneront des rencontres et permettront... de nouveaux projets !»¹⁸. Travail en spirale.

Fin des années 80, on parle déjà de crise économique, de chômage, de nouveaux pauvres et des nécessaires évolutions de l'école. Le groupe local de Compiègne soutient activement la **politique des cycles** (que l'AFL a insufflée et que Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation, a retenue) et participe à l'implantation des **BCD**, outil phare de l'association qui compte sur ce dispositif pour développer le **travail en équipes** des enseignants, la **vie coopérative** des établissements scolaires, l'**ouverture sur le quartier** : la BCD ne promeut pas seulement la littérature de jeunesse mais doit apparaître, avant tout, comme un levier de transformation de l'école. Dès la création des **Classes Lecture**, Compiègne en programme à Brioude (centre d'accueil) et sur son territoire (dans les quartiers populaires de la ville) tout en envoyant régulièrement ses militants pour agir et se former, à Bessèges. Méthodiquement, les **logiciels** de l'AFL (ELMO, ELMO0) sont présentés dans les écoles, commercialisés, soutenus dans leur utilisation par un groupe local important en nombre et déterminé. Des **journaux** fleurissent qui nécessitent, à l'époque, des efforts, inimaginables pour trouver des machines, savoir les faire fonctionner. Cette pénurie de moyens et de savoirs pousse à ouvrir les frontières des statuts et des compétences, à trouver des partenaires, des subventions, des espaces de visibilité. Inlassablement, le groupe local diversifie activités et collaborations.

Si l'invention est stimulante, elle est aussi source de replis, de doutes, de peurs, de radicalismes... autant d'indices significatifs d'une cohérence qui se cherche sans parvenir à abandonner le confort de l'état précédent, même insatisfaisant. Ce qui est difficile, en période d'invention, c'est d'insérer le nouveau dans l'ordinaire, de gérer le choc de l'inconnu (insaisissable) et du connu (rassurant). Tout un art de l'équilibre s'éprouve au cœur de conflits ouverts ou de résistances sourdes. Très vite, ce groupe local comprend l'intérêt des **Villes Lecture** pour sortir les enseignants de leur solitude et les placer au cœur d'une dynamique sociale sous un pilotage hétérogène (Éducation Nationale, Culture, Ville...). La proximité d'une ville en recherche d'identité (Margny-lès-Compiègne) qui venait de renouveler son équipe municipale et projetait de construire une bibliothèque, a permis à ce groupe local de s'ancrer géographiquement et de démarrer un partenariat en organisant deux classes lecture avec des enseignants (souvent en nombre important puisqu'ils étaient en stage), des élus, la future bibliothécaire, un parent, le Centre Culturel. S'ouvrait un chantier qui fête aujourd'hui ses 20 ans.

Addition, multiplication, fédération.

La réunion d'acteurs divers, aux représentations, aux ambitions, aux compétences plurielles, n'allait pas (ne va jamais) de soi. Les Classes Lecture, par exemple, séduisaient « naturellement » les partenaires autour d'un dénominateur commun, « culturel », commode à décliner dans des manifestations connues, prévisibles, valorisantes (salons, festivals du livre...), parenthèses littéraires, plutôt élitistes, antinomiques avec le projet d'éducation communautaire (caricaturalement, on formait les démunis aux savoirs des nantis). L'action commune se heurtait aux incapacités d'imaginer un avenir collectif en tenant compte des réalités individuelles, ancrées, et des utopies sociales, insaisissables. L'AFL nationale avait organisé, à

¹⁸. « La lecture comme aventure culturelle », Solange Dumay, *Les Actes de Lecture* n° 61, mars 1998

Villeneuve-sur-Lot, les premières **Assises Nationales pour la Lecture**, deux autres suivront, dans le Bordelais en 1995 et en 1997 (sur le thème « Écrits et identité, le pouvoir des villes ») avant que ne soit créée, en 2000, la **Fédération des Villes Lecture**, structure transversale d'information, de formation et de recherche entre des acteurs aux origines diverses, géographiquement et professionnellement. Le groupe local de Compiègne y participe, apportant, comme une pierre à l'édifice commun, l'expérience de ses premiers balbutiements : « *Travailler ensemble peut être négatif quand il y a une simple juxtaposition d'intérêts ; on travaille alors en puzzle et les problèmes de territoire, d'ingérence, de pouvoir(s) surgissent. Travailler ensemble nécessite de gérer les intérêts du « je » et du « nous » : rassembler les « je » qui ont des choses à dire, à écrire, pour constituer un « nous » qui identifie chacun. Travailler ensemble efficacement nécessite une politique clairement établie, une méthodologie (objectifs, échéancier, évaluation...), une définition claire des rôles, statuts et fonctions de chacun : qu'est-ce qu'un soutien, une aide, un partenaire, un pilote, un mécène... »¹⁹. L'AFL proposait alors, à plus de 300 acteurs (élus, professionnels, citoyens, syndicalistes, chercheurs, artistes...) l'occasion de se rencontrer, de penser les initiatives singulières, de fonder les principes de nouveaux fonctionnements urbains.*

Quand les expériences locales s'échangent, qu'elles cherchent à se formuler, à se théoriser communément, elles perdent la logique de leur ancrage, leurs certitudes, leur intégrité. L'intelligence collective, souvent lumineuse, met en danger des équilibres, déjà si difficilement atteints. Le désir, l'urgence des résultats, les luttes de pouvoir, les limites professionnelles, les frilosités... plus ou moins masqués par les nécessités de l'action collective, apparaissent avec leurs contradictions dans les présentations théoriques. Néanmoins, c'est aux Assises que le groupe local de Compiègne présente ses premiers bilans, ses récentes avancées. À Margny (commune plutôt pavillonnaire de

8000 habitants, 2^{ème} commune du SIVOM de Compiègne), on poursuit le travail de fond (interventions publiques, classes lecture...), on avance sur les projets immédiats et sans surprise – ce qui ne signifie pas sans difficultés (création d'un Point Lecture, prototype d'une médiathèque) mais on guette la moindre occasion pour s'engouffrer dans des entreprises d'envergure, inconnues, incertaines, grisantes parce que prometteuses de nouvelles solidarités, d'interstices propices aux changements : « *La proximité de la grande ville de Compiègne pose un problème de reconnaissance à Margny : la gare qui, par exemple, est sur son territoire, est nommée gare de Compiègne. Le premier souci des élus de Margny-les-Compiègne est de travailler l'identité de leur ville, de l'affirmer. La gare, justement, va fêter son 150^{ème} anniversaire, courant octobre 1997. Occasion d'associer la population à une commémoration de l'épopée du Rail avec l'Association Culture, Histoire et Patrimoine Ferroviaire en Picardie dont les activités consistent à organiser des conférences, collectionner des objets liés à la passion du train, projeter un train historique mais aussi, par devoir d'histoire et de mémoire, faire classer monument historique le quai d'où partirent tant de déportés dont Robert Desnos.* »²⁰. La bibliothèque, tête de pont des manifestations de commémoration, devient la base logistique de ce qui ne s'appelle pas encore politique de lecture/écriture mais cherche déjà à inverser la logique qui consistait à faire venir les gens dans les espaces culturels, préférant se déplacer pour les accompagner là où ils vivaient, agissaient... dans la ville : « *la bibliothèque pourrait alors, en plus de ses fonctions naturelles de diffusion de l'offre, devenir un observatoire des logiques éditoriales, une source*

¹⁹. « La lecture comme aventure culturelle », Solange Dumay, *Les Actes de Lecture* n° 61, mars 1998 ²⁰. « Au train où vont les choses », groupe local de Compiègne, *Les Actes de Lecture* n°59, septembre 1997 (toutes les citations futures auront cette référence sauf nouvelle indication).

de production d'écrits en circuit interne, un instrument de formulation d'une autre demande de lecture... ». Tous les lieux (écoles, collèges, lycées, associations, presse locale, centre social, comités d'entreprise, vitrines des commerçants...) se sont emparé du thème ferroviaire, le déclinant à sa manière (livres, affiches, films...). Bien sûr ça peut paraître minime au regard des ambitions affichées mais pour s'établir, les relations sociales ont besoin de se roder autour du bien commun, créant, comme l'écrivait André Gorz, une culture du quotidien où, prudentes, les premières actions ont besoin de confiance et de reconnaissance pour se développer.

Actions publiques.

Penser c'est passer : pour que l'utopie quitte les domaines de l'illusion et traverse les limites du réel, il faut quelques pierres où mettre ses pas, quelques événements marquants dans des lieux non spécialisés pour que chacun, d'où qu'il vienne, puisse se sentir accueilli, autorisé à agir, à penser. Les militants, indispensables, comprennent, qu'en initiant des actions communes, leurs repères, leurs certitudes, leurs espoirs ne sont plus la règle et que grands sont les risques de remises en cause. Rien de moins facile que l'altérité où, pour raison de consensus, les renoncements sont nombreux, les désillusions amères. Lors d'une réunion préparatoire au 150^{ème} anniversaire de la gare, un élu rappelle la volonté municipale d'évoquer le quai où, avant d'être embarqués vers les camps, des déportés se délestaient de leurs derniers biens, objets divers, jetés comme d'ultimes témoignages : *« Aujourd'hui, on a recouvert cet endroit, on l'a remblayé, on l'a couvert de graviers et, par-dessus, on a construit des pavillons. On voudrait pouvoir creuser à nouveau, sortir cette mémoire avant qu'elle*

aussi ne soit déportée de nos souvenirs. ». Le groupe local de l'AFL imagine tout de suite un travail d'écriture qui puisse creuser le passé, ramener les voix enlisées, construire la mémoire. Dans la foulée, s'impose l'idée d'un écrivain en résidence pour collecter les souvenirs, les témoignages, les savoirs, les questions, en associant la population, toutes catégories d'âges confondues, à cette publication d'une partie importante de l'histoire de la ville. Comment chacun interiorise-t-il, ou non, son patrimoine ? Quelle importance pour le présent ? *L'identité de la ville*, thème des 3^{ème} Assises Nationales de la Lecture, semblait être le lieu d'aboutissement de cette entreprise. Mais les choses n'ont pas ainsi été décidées : s'est substituée, au projet de mémoire, une cartographie de la ville contemporaine, avec ses liens, non plus avec sa puissante voisine, Compiègne, mais avec le centre lointain, attractif parce que créateur d'emploi.

Chaque matin, en effet, des milliers de gens se rendaient dans la capitale, en train, chaque soir, ils revenaient de la même façon. Trajets anonymes investis, pendant une semaine, par l'AFL et ses partenaires qui avaient placé, dans le hall de la gare, une station PAO, des affichages, sollicitant les voyageurs (pressés) par une contrainte d'écriture, dont les résultats pouvaient être remis, le soir, sous forme de texte, de dessin... à l'équipe de l'AFL qui récupérait ces productions, en faisait un journal, qu'elle remettait le lendemain aux voyageurs, cela pendant trois jours (*« Au train où vont les choses »* était le titre de ce journal). Parmi les thèmes, il était demandé de faire part de ses souvenirs personnels au sujet de la gare (vécus ou lus), d'évoquer les agréments ou les difficultés actuels, sans exclure les écritures libres, les messages personnels (aux co-voyageurs), tout ce qui pouvait tourner autour de cette action commémorative dans un lieu extrêmement nerveux (vitesse de déplacements, visages fermés...). De son côté, le public était informé sur la politique de lecture, invité à

émettre des réactions, formuler des propositions, proposer des participations... Soucieux de coller aux événements locaux, le groupe de militants s'est ensuite installé dans les bâtiments de la poste, profitant des longues files d'attente (entre 20 et 30 minutes) pour faire écrire les usagers sur leur service public (mémoire, présent) tout en axant les sollicitations sur la correspondance (lettre, carte, télégramme...), les destinataires pouvant être des auteurs, des personnages littéraires...

La politique de lecture s'affichait dans les lieux publics où, dans son hétérogénéité d'âge, de classe sociale, la population partageait des références plus ou moins communes, rencontrait des obstacles plus ou moins semblables, avait sûrement des propositions d'aménagement que l'écrit se proposait de recueillir, de synthétiser, de retransmettre aux instances de décisions. Le succès de ces collectes réfléchissantes a permis à la ville de confier une résidence d'écriture à Virginie Buisson, écrivain²¹, autour des points de vue des habitants sur leur propre lieu de vie (1997) : « *La ville s'écrit, se lit, secrète des regards.* ». Autour de cette activité au long terme, se posaient les questions de prises de parole des citoyens dans leur communauté, du rôle de l'écrit dans cette participation... Mais pendant ces moments exceptionnels, le quotidien réclamait sa part : il fallait continuer d'équiper les écoles en BCD, en salles informatiques, poursuivre le programme de Classes Lecture, y associer des accompagnateurs de plus en plus nombreux, de plus en plus variés, monter des dossiers de subvention, continuer à se former... jusqu'à l'aboutissement des projets. Mars 1999, inauguration du Point Lecture (80 m²), octobre, accueil de Claude Clément dans le cadre de la manifestation *Lire en fête* ; le Point Lecture entre dans le comité de pilotage de la politique de lecture (avec l'éducation nationale, le centre de loisirs, le théâtre et l'AFL...) afin de mener à terme la réalisation de la future construction de la médiathèque.

Apogées et déclin.

En 2000, alors que se poursuivent les manifestations publiques (surtout culturelles), un contrat de Ville Lecture a été déposé à la DRAC de Picardie, une bibliothécaire a été nommée pour préparer le fonctionnement de la future médiathèque. Les actions quotidiennes, souvent épuisantes, doivent être maintenues tandis qu'un seuil semble atteint qui semble indépassable. Toutes les initiatives locales ne parviennent pas à rompre la verticalité des instances de décisions, incompatible avec leur fonctionnement en réseau. Pourtant les Villes Lecture se multiplient (Aubervilliers, Blois, Brest, Drancy, Dunkerque, Fos-sur-Mer, Gardanne, Lorient, Nantes, Rouen, Saint-Brieuc...) qui ressentent le besoin de se regrouper en fédération pour intervenir auprès des pouvoirs publics. Margny s'engage et signe son contrat de Ville Lecture (janvier 2001) en présence de Catherine Tasca, ministre de la Culture et de la Communication. Trop occupés à battre le fer sur tous les fronts (Classes Lecture, salons, écrivains en résidence, problèmes administratifs...), soumis, comme tous les mouvements d'éducation populaire, aux baisses d'effectifs, aux diminutions de moyens, les militants parent au plus pressé, suivant la pente « naturelle » qui leur est tendue et limite la lecture à la littérature. Au niveau national, les Villes Lecture, qui avaient été conçues pour exercer des missions transversales (affaires sociales et économiques, santé, culture...), sont reprises par le ministère de la Culture, rattrapées elles aussi par la littérature ; l'action en faveur des populations pauvres ne peut consister qu'à

21. *L'Algérie ou la mort des autres*, Gallimard, 1980 / *Lettres retenues, Correspondances censurées des déportés de la Commune en Nouvelle-Calédonie*, Le Cherche midi, 2001

leur ouvrir le patrimoine qui, bien souvent, s'est développé sans eux. En 2002, la médiathèque est inaugurée, au prix d'un long parcours de luttes et d'espoir. Elle est devenue, comme les BCD, comme les Classes Lecture, comme les Villes Lecture, un outil facilement récupérable, hors des impératifs politiques qui lui présidèrent, d'autant plus que les équipes municipales tournent et poursuivent leurs propres objectifs, que des acteurs se désignent comme légitimes pour l'exercice culturel.

Pourtant, ni l'abattement, ni l'amertume, ni le défaitisme ne sont de mise. En 2006, le groupe local de Compiègne ouvre le Centre Ressource Lecture, crée deux emplois fixes (et un service civique) et entreprend la formation d'une soixantaine d'adultes, par an, personnes ne sachant ni lire, ni écrire le français. Populations pauvres, précaires (gens du voyage) qui trouvent là un entraînement à la lecture sur micro-ordinateur (Ideographix, ELSA), des ateliers d'écriture, une formation diplômante (DILS, *Diplôme Initial de Langue Française*, DELF, *Diplôme d'Études en Langue Française*) mais aussi des accès au Centre Culturel où les activités ne consistent pas seulement à consommer mais aussi à produire. Parallèlement, le groupe local, qui n'a pas abandonné l'école, a initié une collection de DVD (Lecteurs à l'œuvre) pour soutenir l'usage de la littérature à l'école, abandonné depuis le passage au ministère de l'éducation de ministres ayant réduit la lecture à une simple technique, l'école à un sanctuaire, le quartier en zone sensible, mieux protégé par la police, et reconnu à travers l'acceptation de son élite dans les grandes écoles et une meilleure visibilité de ses minorités à la télé, à l'assemblée.

Ces deux exemples montrent à quel point, si les choix ici présentés sont judicieux et de plus en plus adaptés aux réalités sociales actuelles, leur prise en compte est exigeante, tant sur le plan matériel et humain, que sur le plan intellectuel. Pour être efficaces, les actions ne peuvent rester limitées à des logiques institutionnelles ou associatives séparées mais chercher, tous les moyens, à se fédérer sur des objectifs clairs dont le seul partage peut permettre la variation de réalisation. Ces exemples montrent aussi que changer c'est affronter le désordre, condition pour sortir des solutions convenues et inventer de nouvelles voix. C'est difficile, contraignant, et pourtant, de nouveaux groupes locaux, très modestes, se lancent, pouvant compter sur l'héritage de l'AFL pour avancer, à leur manière dans l'action sociale parce que, comme le disait Manuelle Damamme, « le sens de la vie c'est produire ».

MIRADOUX, PETIT VILLAGE D'UN PETIT DÉPARTEMENT

En septembre 2010, la cantine de l'école, qui était jusqu'alors gérée par une Association de Parents d'Élèves (APE), devient municipale. L'APE doit donc être dissoute et les parents d'élèves décident de reverser l'argent à l'école, **pour un projet précis**. Parents et enseignants sont donc sollicités. Après plusieurs mois de réflexion, quelques interrogations, quelques inquiétudes et même quelques réticences, c'est finalement le projet BCD qui sera retenu ! En accord avec la municipalité, l'équipe enseignante et les animatrices du CLAE (Centre de Loisirs Associé à l'École), il est alors décidé que la BCD serait installée dans une partie des locaux qui étaient jusqu'alors réservés au seul usage du CLAE. Le partage s'impose, matériellement. Avec le souci d'impliquer toutes les personnes concernées par la mise en place de cette BCD, un comité est alors constitué

avec une dizaine de parents d'élèves, Mme le Maire, l'équipe enseignante et celle d'animation. Pendant l'été 2011, les employés municipaux réalisent des travaux (peinture des murs et des plafonds, abattage de murs...) afin de préparer l'installation de la BCD. En septembre 2011, le comité BCD se réunit pour décider de la suite des opérations. En octobre 2011, les premiers achats de livres sont effectués par les enseignantes, en concertation avec les parents. Une somme de 5 000€ est consacrée à l'achat d'un premier stock. Durant les semaines suivantes, les parents membres du comité travaillent activement à l'équipement : achats du revêtement (celui qui est sélectionné l'est pour son confort afin d'éviter l'achat des coussins) et de banquettes, des rayonnages, d'un ordinateur et d'un logiciel de gestion... Les mois suivants, seront consacrés à couvrir les livres et les étiqueter, constituer la base de données pour le logiciel de gestion... Durant cette année de mise ne place, afin d'impliquer les élèves, de recueillir leurs avis et de susciter leur envie, quelques journaux sont produits. Ils font état des expériences de lecteurs (*Quand les livres parlent d'eux mêmes*), de leurs réflexions (*À quoi ça sert de lire ?*), de leurs envies et leurs représentations à propos de la BCD (*Une BCD à l'école, pour quoi faire ?*). En avril 2012, après plusieurs mois d'efforts, la BCD est enfin prête ! Les élèves peuvent enfin la découvrir et y emprunter des livres. En septembre 2012, ne voulant pas que ce lieu ne se résume qu'à un simple dépôt de livres mais qu'elle soit bien une Bibliothèque CENTRE Documentaire, les enseignants demandent l'aide de l'AFL nationale. En octobre 2012, le projet de « mini classe lecture-écriture » voit le jour... et tout de suite la dynamique démarre : animateurs, bibliothécaire municipale, parents, élus, journalistes locaux, enfants se retrouvent engagés dans un projet qui, déjà les dépasse, les inquiète, les passionne.... La suite reste à écrire.

Yvonne CHENOUF

J'écris pour apprendre, pour comprendre. Pas pour me divertir, ou pour faire faire de l'art pour l'art. Toujours, examiner une idée, la creuser en profondeur, trouver une réponse à une interrogation. (...)

Je travaille consciemment et énormément à cela : écrire moins et dire davantage. Ne pas écrire deux pages quand une phrase peut tout contenir. (...)

Lire et écrire, c'est un peu la même chose pour moi. (...) Je me relis, longuement, maintes et maintes fois, pour me corriger. Me relire, c'est vraiment quelque chose que j'ai appris avec les années et l'expérience. C'est pour cette raison que, d'une certaine façon, dans mon cas, l'écriture est la lecture...

Toni MORRISON, Interview. Télérama n°3267 – 22.08.2012